



12<sup>e</sup> JOURNÉES QUÉBÉCOISES  
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Un monde sans faim

## La souveraineté alimentaire > un droit à cultiver

Ces deux dernières années, les prix des denrées alimentaires de base, à commencer par les céréales, ont explosé. Une donnée renversante vu la tendance généralement à la baisse des prix de ces denrées ces dernières décennies. Ponctué d'«émeutes de la faim» dans divers pays en 2007 et 2008, la nouvelle donne est catastrophique pour les plus pauvres de la planète. Le nombre de sous-alimentés dans le monde passe drastiquement de 860 millions en 2007 à 960 millions cette année. Les revenus de plus de 2,7 milliards de personnes, soit environ 45% de l'humanité, ne dépassent pas deux dollars US par jour. Impossible pour eux de s'alimenter correctement dans les conditions actuelles! Mais que s'est-il passé ces dernières années pour que les prix des produits alimentaires s'envolent ainsi? L'évolution de l'agriculture et du commerce des produits agricoles au cours des décennies a-t-elle quelque chose à voir avec la hausse brutale des prix alimentaires dans le monde?

## Le commerce injuste des produits agricoles

Il y a des «guerres» qui, non violentes, mais humainement et écologiquement destructrices font peu parler d'elles. C'est le cas de la concurrence déloyale qui existe entre les agricultures mécanisées, productivistes et subventionnées des pays du Nord face aux agricultures à caractère familial ou paysan des pays du Sud où les champs sont le plus souvent cultivés au moyen d'un outillage simple, mais éprouvé. Une compétition injuste existe pour la conquête des marchés mondiaux et nationaux des produits agricoles. Cette concurrence est aggravée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Adeptes du libre échange, ces grandes institutions financières ont imposé aux pays du Sud l'ouverture de leurs marchés nationaux aux produits provenant de pays dotés d'avantages dits «comparatifs».

## Un exemple concret: le cas de l'Indonésie

En 1992, les paysans indonésiens produisaient assez de soja pour satisfaire à la demande nationale. Le tofu et le *tempeh* produit à partir du soja constituent une part essentielle de l'alimentation quotidienne en Indonésie. Poussé par les grandes institutions financières internationales, ce pays a ouvert ses frontières. Le soja américain bon marché a aussitôt inondé le marché national. Dur coup pour les cultivateurs locaux! En janvier 2008, la flambée du cours du soja aux États-Unis a fait doubler les prix du tofu et du *tempeh*.

Bien d'autres pays du Sud se sont tournés vers les États-Unis ou d'autres puissances agricoles pour s'approvisionner en produits nourriciers de base, au lieu de les produire eux-mêmes. Ils se sont retrouvés dans une situation délicate de dépendance alimentaire. Tous en font durement les frais depuis l'explosion des prix mondiaux des produits nourriciers.

La grande entreprise agricole quant à elle est bien placée pour profiter de la hausse des prix des produits agricoles qu'elle met sur le marché. Les profits de ces entreprises multinationales battent des records. L'agriculture est devenue purement et simplement une affaire de commerce et de profit. Sa vocation prioritaire, qui est de nourrir les populations, est mise au rancart! Les produits agricoles deviennent donc des marchandises comme tant d'autres.

Pour éviter que la situation ne s'aggrave, les gouvernements des pays du Sud doivent viser le plus possible sur le développement de leurs agricultures nationales. À travers le mouvement international La Via Campesina («La voie paysanne»), les paysanneries de la planète sont porteuses d'une solution respectueuse de l'environnement et soucieuse de la qualité des aliments qu'elle met sur le marché: **La souveraineté alimentaire.**

*La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.*

- Déclaration de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire

## Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire ?

La sécurité alimentaire, c'est l'accès à tout moment pour chaque individu, à une nourriture quantitativement et qualitativement suffisante pour mener une vie saine et active.

La notion de souveraineté alimentaire va plus loin. Elle est la véritable condition d'une réelle sécurité alimentaire. Selon les partisans de la souveraineté alimentaire, un pays doit avant tout compter sur ses propres forces. Les partisans de la souveraineté alimentaire considèrent par conséquent qu'un pays doit viser une certaine autosuffisance alimentaire en ce qui concerne les denrées alimentaires de base.

En organisant les 12<sup>e</sup> journées québécoises de la solidarité internationale, l'AQOCI souhaite contribuer à une compréhension accrue de la situation agroalimentaire internationale et de l'importance de la souveraineté alimentaire. Une telle compréhension est à la base de toute action éclairée et efficace.

À chacun de nous de contribuer au triomphe durable de la souveraineté alimentaire ici et ailleurs!

Du 12 au 23 novembre 2008, participez aux multiples activités organisées partout au Québec dans le cadre de ces Journées.

Pour en savoir plus et accéder à plusieurs outils, visitez le [www: aqoci.qc.ca/jqsi2008](http://www.aqoci.qc.ca/jqsi2008)

## Quelques piliers de la souveraineté alimentaire

(Sources: [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca) et [www.devp.org](http://www.devp.org))

- Le droit de choisir son propre système alimentaire et agricole.
- Des cultures produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, en prévision des besoins des générations futures.
- Des politiques nationales priorisant la production agricole locale plutôt que la mainmise des multinationales de l'agroalimentaire.
- La reconnaissance de l'agriculture paysanne et familiale.
- Le versement d'un juste revenu aux producteurs.
- L'accès des paysans et paysannes ainsi que des sans-terre à la terre, à l'eau, aux graines et au crédit.
- Le droit des pays à se protéger contre le dumping alimentaire.
- La reconnaissance du rôle des femmes dans la production alimentaire.



Relations  
internationales

Québec

Association québécoise  
des organismes  
de coopération internationale

1001 Sherbrooke est, bureau 540  
Montréal H2L 1L3

[www.aqoci.qc.ca](http://www.aqoci.qc.ca)